



ÉTUDE DES CRÉDITS

2009-2010

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SÛRETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS		PAGE
1	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} mai 2008 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	1
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	2
3	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2008-2009 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV ; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	4
4	Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.	5
5	Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.	6
6	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2008-2009 et comparaison avec les quatre années précédentes.	7
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteurs, devenus permanents pour 2007-2008 et pour 2008-2009.	8
8	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2008-2009.	9
9	Liste de tous les sondages commandés en 2008-2009, en incluant les coûts.	10
10	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009, et prévisions pour 2009-2010.	11
11	L'investissement pour la période 2008-2009 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2009-2010.	12
12	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2009, répartis par districts et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.	13

QUESTIONS		PAGE
13	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2009.	15
14	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2008.	16
15	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2008-2009 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2008 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	17
16	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2008-2009.	18
17	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2008-2009, ainsi que les augmentations prévues.	19
33	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2008-2009.	20
38	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.	21
39	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	22
40	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2009-2010.	23
41	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	24
42	Ventilation des coûts associés à la sécurité publique dans le cadre des festivités du 400 ^e anniversaire de fondation de la ville de Québec pour l'année 2007-2008, 2008-2009.	25
43	Sommes, ventilées, accordées depuis 2006 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.	26
44	Sommes accordées pour la préparation du Rapport Boisvert sur la protection des collaborateurs de justice. Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates. Suivi et échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.	27

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2008 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/ OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES

AUCUN

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ P UBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2008-2009, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité :</p> <p>Comité interministériel sur le projet de Système intégré de radiocommunication policière (SIRP)</p> <p>Mandat du comité :</p> <p>Le comité sur le système intégré de radiocommunication policière (SIRP) a été créé en 2007. Le mandat est d'informer les intervenants des avancées de l'implantation du SIRP particulièrement au niveau de l'échéancier, du budget et de la qualité et de partager l'information sur l'évolution de l'environnement sociopolitique et technologique afin de passer en mode solution lorsque certaines problématiques surviennent. Il tient ses réunions de façon trimestrielles.</p> <p>Résultats du comité :</p> <p>Le comité interministériel a tenu cinq réunions au cours de l'année 2008-2009. Ces réunions ont permis de suivre et de réviser l'échéancier de réalisation du SIRP, de partager les informations liées à la migration des M/O et ayant un lien direct avec le déploiement du SIRP sur le réseau de radiocommunication du gouvernement du Québec (le RENIR), de présenter les principes directeurs du projet, ainsi que d'assurer, à toutes les étapes du projet, le respect des règles d'adjudication des contrats, de même que le suivi et l'accompagnement adéquat auprès du Secrétariat du Conseil du trésor et de la Dirigeante principale de l'information (DPI).</p>	<p>Aucun budget spécifique n'est prévu pour le fonctionnement de ce comité. Les rencontres du comité interministériel se déroulent dans les locaux des M/O participants, tandis que les frais des personnes siégeant sur ce comité sont assumés par leur M/O.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) . le ministère de la Sécurité publique (MSP) . le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) . le ministère des Services gouvernementaux (MSG) . la Sûreté du Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ P UBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2008-2009, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité :</p> <p>Comité de coordination des fraudes touchant les revenus de l'État</p> <p>Mandat du comité :</p> <p>Assurer la fluidité de l'échange de l'information entre les ministères et organismes qui sont les principaux contributeurs. Le comité a également pour mandat d'assurer la coordination des enquêtes et de prévenir les crimes touchant les revenus de l'État.</p> <p>Résultats du comité :</p> <p>Le sous-comité des juristes prépare un guide d'interprétation qui sera diffusé auprès de tous les ministères et organismes afin d'harmoniser l'interprétation de la Loi d'accès à l'information et de faciliter la transmission des informations permettant de prévenir le crime touchant les revenus de l'État et de faciliter les enquêtes.</p>	<p>Aucun budget spécifique n'est prévu pour le fonctionnement de ce comité. Les rencontres du comité interministériel se déroulent dans les locaux des M/O participants, tandis que les frais des personnes siégeant sur ce comité sont assumés par leur M/O.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . la Sûreté du Québec . la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) . le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité social (MESS) . le Directeur de l'État civil . la Régie des rentes du Québec (RRQ) . le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) . la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) . le Ministère des Finances (MF) . Revenu Québec . le Ministère de la Sécurité publique (MSP) . la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2008-2009, INDIQUER A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ; C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES; D) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
POUR L'ANNÉE 2008-2009, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE DONT LE
CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	0
Surveillance du territoire	50
Administration	13
Enquêtes criminelles	17
Affaires institutionnelles	16
Total	96

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
POUR L'ANNÉE 2008-2009, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE
QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	0
Surveillance du territoire	0
Administration	1
Enquêtes criminelles	0
Affaires institutionnelles	0
Total	1

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2008-2009 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRES ANNÉES PRÉCÉDENTES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

	Effectifs occasionnels en place	% des occasionnels/Total des effectifs civils en place
Effectifs au 31 mars 2009	590	27
Effectifs au 31 mars 2008	525	24
Effectifs au 31 mars 2007	477	23
Effectifs au 31 mars 2006	410	20
Effectifs au 31 mars 2005	383	19

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE, PAR SECTEURS, DEVENUS
PERMANENTS POUR 2007-2008 ET POUR 2008-2009.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

Secteurs d'activité	2007-2008		2008-2009	
	525 occasionnels en place au 31 mars 2008		590 occasionnels en place au 31 mars 2009	
	Nombre occasionnels devenus permanents	%	Nombre occasionnels devenus permanents	%
Direction générale	3	0,6	0	0,0
Surveillance du territoire	87	16,6	9	1,5
Administration	14	2,7	7	1,2
Enquêtes criminelles	19	3,6	6	1,0
Affaires institutionnelles	18	3,4	22	3,7
Total	141	26,9	44	7,46

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE
MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2008-2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	2008-2009 (\$)
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS PAR LE MINISTÈRE EN 2008-2009, EN INCLUANT LES COÛTS

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

LISTE DES SONDAGES	SOMMES DÉPENSÉES EN 2008-2009 (\$)
<p>Courteau Mainville Management</p> <ul style="list-style-type: none"> Dresser un état de situation relatif à la qualité du service à la clientèle interne et externe de la Grande fonction des affaires institutionnelles, contribuer au développement et à l'analyse des réponses d'un sondage auprès de ses gestionnaires, participer à la préparation d'une rencontre les réunissant afin de leur faire part des résultats. 	21 000
<p>Groupe Multi-Réso inc.</p> <ul style="list-style-type: none"> Fournir l'expertise professionnelle requise pour la réalisation d'un sondage sur la satisfaction de la clientèle de la Sûreté du Québec pour les services offerts par la Direction des ressources informationnelles (DRI). Fournir l'expertise professionnelle requise pour la réalisation d'un sondage auprès des représentants de sûretés municipales utilisant l'application CRPQ (Centre de renseignements policiers du Québec). 	20 100 4 600
<p>Jolicoeur et Associés</p> <ul style="list-style-type: none"> Effectuer un sondage en ligne sur la satisfaction des recrues des trois dernières années à l'égard de l'ensemble des processus de recrutement, du programme d'accueil et de l'intégration au poste. Réaliser un sondage visant à établir un diagnostic de la situation actuelle de la desserte autoroutière auprès du personnel concerné de la Sûreté du Québec. Réaliser un sondage téléphonique sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services de la Sûreté du Québec ainsi que sur le sentiment de sécurité des citoyens desservis par la Sûreté du Québec. 	9 700 10 500 39 350

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LISTE DES DÉPENSES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DE L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES ARMES À FEU POUR LES PÉRIODES 2007-2008, 2008-2009 ET PRÉVISIONS
POUR 2009-2010**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : **Sûreté du Québec**

	2007-2008 Dépenses réelles \$	2008-2009 Dépenses estimées \$	PRÉVISIONS 2009-2010 Dépenses estimées \$
Rémunération	3 558 348 \$	4 150 000 \$	4 384 906 \$
Opération et administration	564 653 \$	603 790 \$	637 967 \$
Autres coûts :	510 806 \$	546 210 \$	577 127 \$
Total	4 633 807 \$	5 300 000 \$	5 600 000 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2008-2009 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2009-2010*

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Catégorie d'équipement (coût unitaire > 1 000 \$)	GQG	District 1	District 2	District 3	District 4	District 5	District 6	District 7	District 8	District 9	District 10	Total
Machinerie et équipements d'atelier de réparation et d'entretien (station à souder, appareil de moulage, fibroscope, chariots élévateurs, défibrillateur)	72 618											72 618
Mobilier spécialisé, génératrices, armoires et accessoires	56 360											56 360
Lunettes de vision (nocturnes, thermales), amplificateur de lumière et sources portatives	77 616											77 616
Alcootests, cinémomètres, radars, décéléromètre, mesure au laser, analyseur, détection sous-marine	506 356											506 356
Télécommunication (téléphone satellite, équipement de détection et d'interception de signaux, GPS, localisation)	110 280											110 280
Déchiqueteuses industrielles (papier, CD-Rom)	60 780											60 780
Tentes, kiosque, mascotte	19 084											19 084
Équipement de plongée	24 675											24 675
Système de détection Rayon-X	17 546											17 546
Lutte au terrorisme et intervention tactique (tenue anti-bombe, canon à eau, mini-véhicule télécommandé)	492 949											492 949
Audio-visuel (interrogatoire vidéo, caméras vidéo et numérique, système de visualisation, système de sonorisation, projecteurs multimédias)	237 847											237 847
Total	1 676 111											1 676 111

*Prévision 2009-2010 non disponible

Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.

Les dépenses dans les différentes catégories sont comptabilisées au central (GQG) bien qu'elles servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS/RÉGULIERS) AU 31 MARS 2009, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Districts	En place au 23 mars 2009		Répartition par quart de travail					
	Civils	Policiers	Relève de jour du lundi au vendredi		3 relèves (rotation/jour-soir-nuit)		Nombre moyen de personnes par relève	
			Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	79	449	57	215	22	234	6	47
Saguenay-Lac-St-Jean	45	270	34	113	11	157	4	31
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	103	558	80	241	23	317	6	63
Mauricie-Centre-du-Québec	97	568	69	254	28	314	6	63
Estrie	66	331	48	154	18	177	4	35
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière	111	626	80	305	31	321	9	64
Outaouais	41	213	32	126	9	87	3	17
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec	59	320	44	186	15	134	3	27
Côte-Nord	42	214	34	121	8	93	3	19
Montérégie	121	688	82	345	39	343	10	69
Grand quartier général	852	1110	809	1086	43	24	18	5
Total	1616	5347	1369	3146	247	2201		

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS/RÉGULIERS) AU 31 MARS 2009, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Districts	Répartition maximale par quart de travail pour la surveillance du territoire (activités de patrouille seulement, incluant 361 policiers affectés aux patrouilles autoroutières)		
	Relève de jour	Relève de soir	Relève de nuit
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60	52	62
Saguenay-Lac-St-Jean	32	28	30
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	75	75	75
Mauricie-Centre-du-Québec	70	68	70
Estrie	40	40	40
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière	86	85	87
Outaouais	27	28	28
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec	42	31	35
Côte-Nord	30	20	24
Montérégie	87	88	92
Total	549	515	543

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RÉPARTITION PAR CATÉGORIES (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC., POUR POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>EFFECTIFS POLICIERS RÉGULIERS (en place au 23 mars 2009)</u>		<u>EFFECTIFS CIVILS RÉGULIERS (en place au 23 mars 2009)</u>	
Directeur général	1		
Directeurs généraux adjoints	4		
Inspecteurs-chefs	24	Cadres	59
Inspecteurs	48	Professionnels	307
Capitaines	109	Techniciens	299
Lieutenants	226	Personnel de bureau	931
Sergents	1710	Ouvriers	<u>20</u>
Agents et agents sur horaires variables	<u>3225</u>		
TOTAL	5347	TOTAL	1616

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 23 mars 2009)

▪ Direction générale (directeur général, affaires internes, relations avec les municipalités et des communications, audit et évaluation)	47
▪ Administration (relations professionnelles, dotation policière et civile, ressources matérielles et ressources d'encadrement)	84
▪ Affaires institutionnelles (permis, technologies, formation et protection de l'État)	143
▪ Enquêtes criminelles (enquêtes nationales, renseignements criminels et soutien aux enquêtes)	618
▪ Surveillance du territoire (patrouilles, enquêtes, mesures d'urgence, soutien à la gendarmerie et police de proximité)	<u>4455</u>
TOTAL	5347

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION PROVINCIAUX/MUNICIPAUX, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2008-2009 ET NOMBRE DE CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2008 au 17 mars 2009

Constats d'infraction :			<u>Autoroutes</u>	<u>Autres</u>
Provinciaux ⁽¹⁾	330 912	⇔	152 281	178 631
Municipaux	131 845	⇔	274	131 571
Avis de vérification technique	136 389			
Avis de vérification mécanique	9 934			
Conduite dangereuse	977			
Capacités affaiblies	7 408			
Délits de fuite	11 510			
TOTAL	628 975 ⁽¹⁾			

⁽¹⁾ Le total inclut 50 501 constats dont le poursuivant est le Directeur des poursuites criminelles et pénales et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PÉRIODE DU 2008-04-01 AU 2009-03-31

QUESTION : Nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2008-2009										
	OPÉRATIONS RÉGULIÈRES								OPÉRATIONS SPÉCIALES	TOTAL HEURES EFFECTUÉES
	Présence à la cour 55	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Présence postes MRC 85	Autres		
DISTRICTS										
Bas-St-Laurent, Gaspésie, Iles Mad. (dist. 1)	8 968	19 047	1 945	2 225	297	3 814	19 868	1 174	22 996	80 334
Saguenay, Lac-St-Jean (district 2)	2 898	6 386	1 447	1 875	85	1 570	7 993	404	15 707	38 365
Capitale Nationale Chaud. App. (district 3)	7 588	17 118	3 867	9 253	25	1 117	10 948	772	46 483	97 171
Mauricie, Centre-du-Québec (district 4)	9 515	18 709	4 105	3 388	2 420	2 935	14 522	1 494	30 218	87 306
Estrie (district 5)	3 634	8 808	1 813	2 340	6	1 579	12 597	522	15 980	47 279
Montréal, Laval, Laur. Lanaud. (district 6)	10 478	20 161	2 264	1 652	3 528	2 280	26 173	2 155	88 645	157 336
Outaouais (district 7)	2 822	6 854	488	375	3 792	1 082	4 775	338	36 522	57 048
Abitibi, Témiscam., Nord du Québec (dist. 8)	2 912	11 370	2 248	1 798	264	3 332	8 949	1 088	36 695	68 656
Côte-Nord (district 9)	2 743	7 332	891	2 394	398	754	12 459	451	43 447	70 869
Montréal (district 10)	10 393	31 089	2 344	2 246	648	1 936	26 331	362	42 292	117 641
S/total - districts	61 951	146 874	21 412	27 546	11 463	20 399	144 615	8 760	378 985	822 005
G.Q.G.										
Direction générale	26	0	0	0	0	1 670	0	181	185	2 062
Administration	0	0	0	0	0	9	0	0	213	222
Affaires institutionnelles	10	3 210	0	0	0	9	0	779	17 643	21 651
Enquêtes criminelles	0	251	0	0	0	0	0	0	215 066	215 317
Surveillance du territoire	380	5 324	977	2 663	61	8 717	1	1 304	63 939	83 366
S/total - GQG	416	8 785	977	2 663	61	10 405	1	2 264	297 046	322 618
TOTAL - S.Q.	62 367	155 659	22 389	30 209	11 524	30 804	144 616	11 024	676 031	1 144 623
%	5,45%	13,60%	1,96%	2,64%	1,01%	2,69%	12,63%	0,96%	59,06%	100,00%

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2008-2009, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	RÉMUNÉRATION COMPTABILISÉE DU 1^{er} AVRIL 2008 au 31 MARS 2009 (\$)
Me Mario Coderre	41 606
Me Patrick De Niverville	100
Trudel, Nadeau	11 106
Castiglio & Ass.	110 762

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET CELUI DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2008-2009**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES) POUR L'ANNÉE CIVILE 2008 DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	211	209	2
Saguenay–Lac-St-Jean	220	220	
Capitale-Nationale–Chaudière–Appalaches	232	228	4
Mauricie–Centre-du-Québec	610	609	1
Estrie	158	154	4
Montréal–Laval–Laurentides–Lanaudière	834	823	11
Outaouais	136	135	1
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	610	610	
Côte-Nord	453	452	1
Montérégie	713	711	2
TOTAL	4 177	4 151	26

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION OU DE MODIFICATION AVEC LA DATE DU DÉBUT DU PROCESSUS ET UNE DESCRIPTION DE L'ÉTAT DE L'AVANCEMENT

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DE TOUS LES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, LE NOM DES ORGANISMES OU PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION, LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ POUR LA PÉRIODE 2006-2007, JOINDRE AUSSI LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT LEUR A ÉTÉ REFUSÉ AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

AUCUN

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2005 ET PRÉVISIONS POUR 2009-2010

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Prévisions 2009-2010 du Service de la lutte contre le terrorisme : 2 900,0 k\$

Dépenses 2008-2009 du Service de la lutte contre le terrorisme : 2 804,0 k\$

Dépenses 2007-2008 du Service de la lutte contre le terrorisme : 3 005,3 K\$

Dépenses 2006-2007 du Service de la lutte contre le terrorisme : 2 989,1 K\$

Dépenses 2005-2006 du Service de la lutte contre le terrorisme : 2 955,7 K\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE ET COPIE DES ÉTUDES ET ANALYSES FAITES CONCERNANT LE PROFILAGE RACIAL DANS LES SERVICES POLICIERS

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**VENTILATION DES COÛTS ASSOCIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS LE CADRE DES FESTIVITÉS DU 400^e ANNIVERSAIRE DE FONDATION DE LA VILLE DE QUÉBEC POUR
L'ANNÉE 2007-2008 ET 2008-2009.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

VENTILATION DES DÉPENSES	SOMMES DÉPENSÉES EN 2007-2008 (\$)	SOMMES DÉPENSÉES EN 2008-2009 (\$)
RÉMUNÉRATION POLICIERS	38 942	506 235
RÉMUNÉRATION CIVILS	-	8 495
FONCTIONNEMENT	137 378	283 678
INVESTISSEMENTS	7 793	35 260
TOTAL	184 113	833 668

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SOMMES, VENTILÉES, ACCORDÉES DEPUIS 2006 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE ET ACTIONS CONCRÈTES DU MINISTÈRE À CES MÊMES FINS, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SOMMES ACCORDÉES POUR LA PRÉPARATION DU RAPPORT BOISVERT SUR LA PROTECTION DES COLLABORATEURS DE JUSTICE. LISTE DES PERSONNES ET DES GROUPES RENCONTRÉS PAR CE COMITÉ, FOURNIR LES DATES. SUIVI ET ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR LE DÉPÔT ET LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE CE RAPPORT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.